

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Lorraine

Nancy, le 16 décembre 2013

Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
8, bis, rue Pierre Fourier – BP 12247
54022 – NANCY CEDEX

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN (ex-KLEBER) à TOUL.
Bilan de la surveillance de la qualité des eaux souterraines sur son ancien site de TOUL.

Réf. : Bilan de suivi de la qualité des eaux souterraines établi après une période de 18 mois adressé par l'ancien exploitant du site le 29 octobre 2013 et par transmission préfectorale du 20 novembre 2013.

--	--	--

Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.

Présent
pour
l'avenir

I. Contexte du bilan

La société PNEUMATIQUES KLEBER a été autorisée par l'arrêté préfectoral 17002 du 17 juin 1996 modifié par les arrêtés préfectoraux 2004/007 du 29 mars 2004 et 2004/436 du 1^{er} septembre 2004, à exploiter une usine de fabrication de pneumatiques sur le territoire de la commune de TOUL. L'activité de cette usine a cessé définitivement le 31 décembre 2008.

Suite à l'envoi du rapport de fin de travaux de réhabilitation du site ainsi que le plan d'action proposé par la société PNEUMATIQUES KLEBER pour la surveillance des eaux souterraines au droit et en limite du site, reçus par l'inspection des installations classées de la DREAL le 22 juillet 2011, un rapport de constat de fin de travaux de réhabilitation du site référencé CM/8108/2011 du 9 novembre 2011 a été établi par l'inspection des installations classées.

Après analyse des éléments présentés et compléments apportés par l'exploitant et afin de prendre en compte les pollutions résiduelles de ce site, l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, comme le prévoit le paragraphe II de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement, de fixer les mesures de surveillance des eaux souterraines au droit et en limite du site par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du même code.

En conséquence, l'arrêté préfectoral complémentaire 2008/192 du 16 février 2012 a imposé la mise en place sur et autour du site industriel anciennement exploité par la société PNEUMATIQUES KLEBER, filiale de la société MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN, dans la zone industrielle de la Croix de Metz à TOUL un suivi de la qualité des eaux souterraines pour une durée de 2 ans, après la réalisation de travaux de maintenance et de renforcement du réseau piézométrique existant.

Il est en outre prévu à l'article 3 de cet arrêté préfectoral qu'un bilan du suivi de la qualité des eaux souterraines soit établi après une période de 18 mois à compter de sa notification par la société MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN, avec l'appui d'un hydrogéologue indépendant. Le responsable du site devait adresser ce bilan à l'inspection des installations classées, accompagné de ses propositions sur les suites envisagées à échéance des 2 années de suivi de la qualité des eaux souterraines.

Ledit bilan a été transmis doublement à l'inspection des installations classées par le responsable du site le 29 octobre 2013 et pour suite à donner par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle le 20 novembre 2013.

II. Bilan biennal de surveillance de la qualité des eaux souterraines et proposition du responsable du site sur les suites envisagées à cette surveillance

II.1- Bilan biennal de la surveillance des eaux souterraines

La surveillance des eaux souterraines imposée à une fréquence semestrielle pendant une durée minimale de 2 ans, a été réalisée par le responsable du site en mars 2012 (hautes eaux), septembre 2012 (basses eaux), mars 2013 (hautes eaux) et septembre 2013 (basses eaux).

Lors de chaque campagne de mesures, les niveaux piézométriques de la nappe surveillée ont été relevés afin de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines.

La variation des cotes piézométriques est relativement homogène pour l'ensemble des ouvrages.

Le sens d'écoulement des eaux souterraines est toujours orienté vers l'Est sur la majeure partie du site et légèrement incliné vers le Sud-est dans la zone autour du piézomètre PzB4.

➤ Résultats des mesures :

Les teneurs en composés organiques halogénés volatiles (COHV) mesurées dans les eaux souterraines sont les suivantes :

Dans le piézomètre PzB4, la présence de chlorure de vinyle mise en évidence lors la réhabilitation du site a été confirmée par chaque campagne de suivi de la qualité des eaux souterraines à des teneurs supérieures à la norme de potabilité fixée à 0,5 µg/l. Les concentrations les plus fortes en COHV ont été relevées en périodes de hautes eaux.

Teneur en chlorure de vinyle mesurée dans l'ouvrage PzB4			
28/03/2012	26/09/2012	20/03/2013	23/09/2013
29 µg/l	17µg/l	23 µg/l	2,8 µg/l

Des teneurs en tétrachloroéthylène et trichloroéthylène supérieures à la limite de potabilité n'ont été enregistrées que lors de la campagne de mesures effectuées en septembre 2012.

Dans le piézomètre Pz9, les impacts par des COHV (tétrachloroéthylène, trichloroéthylène et chlorure de vinyle) détectés en mars 2012 n'ont pas été confirmés lors des campagnes de mesures postérieures.

Dans les piézomètres Pz7, Pz8 et Pz10, toutes les teneurs en COHV mesurées depuis mars 2012 sont globalement inférieures ou équivalentes aux limites de quantification des appareils d'analyse dont dispose le laboratoire et respectent les critères de comparaison.

Les teneurs en hydrocarbures C₅-C₄₀ mesurées dans les eaux prélevées sur l'ensemble des piézomètres sont inférieures ou de l'ordre de grandeur des limites de quantifications des appareils d'analyse dont dispose le laboratoire. En particulier, les concentrations d'hydrocarbures C₁₀-C₄₀ relevées sont toutes inférieures au critère de comparaison, à savoir la valeur limite de potabilisation de l'eau 1 000 µg/l.

➤ **Conclusions du bilan :**

Les différentes campagnes de prélèvements et d'analyses des eaux souterraines présentes sous le site ont permis d'établir :

- le sens d'écoulement de la nappe toujours orienté vers l'Est sur la majeure partie du site et légèrement incliné vers le Sud-est dans la zone autour du piézomètre PzB4,
- une contamination des eaux souterraines au droit du PzB4 par des COHV, notamment du chlorure de vinyle, stable cependant sur l'ensemble de la période de surveillance de ces eaux et compatible avec les usages retenus pour le site (industriel et tertiaire).

L'impact par des COHV constaté étant ponctuel et localisé à cet ouvrage sans extension à l'aval, il se confirme qu'il n'existe pas de source de pollution en COHV alimentant la nappe avec ces composés, une recherche de source de pollution ayant été réalisée par ailleurs par la pose de piézais.

II.2- Proposition du responsable du site

En l'absence d'hydrocarbures sur l'ensemble du réseau de surveillance des eaux souterraines et compte-tenu que l'impact en COHV reste limité au droit du piézomètre PzB4, les teneurs en ces composés étant globalement à la baisse, la société MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN propose l'arrêt du programme de suivi de la qualité des eaux souterraines.

III. Analyse et avis de l'inspection des installations classées

La société MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN a conclu son bilan sur des valeurs en baisse concernant la **teneur en COHV contrôlée dans le piézomètre PzB4**.

Or, si le bilan transmis en octobre 2013 porte sur la surveillance des eaux souterraines exercée en 2012 et 2013, des contrôles de la qualité de ces eaux avaient été menés sur la période antérieure dans le cadre de la remise en état du site.

L'évolution de la teneur en COHV au droit du PzB4 est la suivante, pour une valeur limite de potabilité de l'eau fixée à 0,5 µg/l :

11/2008	05/2010	09/2010	02/2011	08/2011	03/2012	09/2012	03/2013	09/2013
5,1µg/l	47µg/l	16µg/l	23,5µg/l	2,69µg/l	29µg/l	17µg/l	24µg/l	2,8µg/l

Même si la dernière teneur en COHV mesurée en septembre 2013 est en forte diminution par rapport à la précédente, des concentrations équivalentes avaient été relevées en août 2011 sans que les résultats des mesures suivantes ne démontrent une stabilité de la contamination décelée. De plus, même en considérant qu'elle diminue, elle reste **supérieure d'un facteur 5,6 à la norme de potabilité**.

Dans ces conditions, **il n'est pas concevable d'arrêter la surveillance des eaux souterraines au droit et en aval du site.**

Compte-tenu de l'historique des teneurs en COHV mesurées sur le réseau de surveillance piézométrique en place, le contrôle de la qualité des eaux souterraines est à poursuivre a minima dans les ouvrages suivants, tels que localisés sur le plan annexé au présent rapport :

- PzB1, de façon à avoir une référence amont et pour vérifier l'absence d'impact provenant de l'amont,
- PzB4 en aval du site où un impact en COHV est relevé,
- Pz7 et Pz9 en aval du PzB4 afin de surveiller l'extension éventuelle de l'impact en COHV en aval du site.

Cette surveillance est à exercer sans limitation de durée et avec remise de bilan quadriennal jusqu'à un abaissement permanent de la teneur en COHV dans les eaux souterraines présentes au droit du piézomètre PzB4 en dessous de la valeur limite de potabilité fixée à 0,5 µg/l.

Par ailleurs, il est à rappeler qu'en parallèle, conformément à la demande faite par l'inspection des installations classées par courrier du 15 février 2013, le responsable du site a proposé à l'autorité administrative (inspection des installations classées et Préfet de département) par écrit, le 10 juin 2013, l'instauration sur la zone impactée en COHV d'une servitude d'utilité publique. L'instruction de cette proposition est en cours par l'inspection des installations classées et fera l'objet prochainement de la part de celle-ci d'un rapport de suite à donner indépendant du traitement du bilan biennal de la surveillance des eaux souterraines.

IV. Conclusion et suite proposée par l'inspection des installations classées

Après analyse des éléments présentés par la société MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN dans le cadre du bilan biennal de la surveillance des eaux souterraines au droit et en aval du site de l'ancienne usine KLEBER à TOUL, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle de reconduire, par voie d'arrêté complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, l'obligation pour ce responsable de surveiller les eaux souterraines pendant une période minimale de quatre ans, mais en aménageant le plan de contrôle.

Le projet d'arrêté préfectoral correspondant, joint au présent rapport, devra préalablement à son adoption et sa notification, recevoir l'avis du CODERST.

**Projet d'arrêté préfectoral fixant les mesures de surveillance des eaux souterraines
au droit et en limite de l'ancien site industriel
de la société PNEUMATIQUES KLEBER à TOUL**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre V du code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, R. 512-31 et R. 512-39-3 ;

VU le décret n° 2044-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral 17002 du 17 juin 1996 autorisant la société PNEUMATIQUES KLEBER à exploiter une usine de fabrication de pneumatiques sur son site de TOUL, modifié par les arrêtés préfectoraux 2004/007 du 29 mars 2004 et 2004/436 du 1^{er} septembre 2004 ;

VU la notification de cessation définitive des activités exercée par la société PNEUMATIQUES KLEBER sur le site de TOUL à compter du 31 décembre 2008, adressée par cet exploitant au Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 19 septembre 2008 ;

VU le mémoire de cessation d'activité transmis à l'inspection des installations classées de la DRIRE Lorraine, aujourd'hui intégrée dans la DREAL Lorraine, le 23 juin 2009 ;

VU le rapport de la visite de contrôle du site de la société PNEUMATIQUES KLEBER à TOUL effectuée par l'inspection des installations classées de la DRIRE Lorraine le 3 juillet 2009, référencé CM/700/2009 et daté du 10 juillet 2009 ;

VU le rapport de fin de travaux de réhabilitation du site ainsi que le plan d'action proposé par la société PNEUMATIQUES KLEBER pour la surveillance des eaux souterraines au droit et en limite du site, reçus par l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine le 22 juillet 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire 2008/192 du 16 février 2012 imposant la mise en place pour une période de 2 ans, sur et autour du site industriel anciennement exploité par la société PNEUMATIQUES KLEBER, filiale de la société MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN, dans la zone industrielle de la Croix de Metz à TOUL, un suivi de la qualité des eaux souterraines après la réalisation de travaux de maintenance et de renforcement du réseau piézométrique existant ;

VU le bilan à 18 mois de surveillance des eaux souterraines adressé par la société MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN le 29 octobre 2013 à l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine et transmis à cette dernière par le Préfet de Meurthe-et-Moselle le 20 novembre 2013 ;

VU le rapport l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine PP/CM/LL/944/2013 du 16 décembre 2013 qui fait suite à l'analyse du bilan susvisé et à la proposition de la société MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN ;

Considérant que l'exploitant d'une installation classées soumise à autorisation arrêtée définitivement doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'un impact significatif en composés organiques halogénés volatiles (COHV), constitué par la présence de chlorure de vinyle, trichloroéthylène et tétrachloroéthylène dans les eaux souterraines subsiste toujours au droit du piézomètre PzB4 implanté sur le site ;

Considérant que l'origine de cette pollution des eaux souterraines reste inconnue ;

Considérant que l'analyse du bilan de la surveillance des eaux souterraines, en particulier l'évolution des teneurs mesurées au droit des piézomètres PzB4 et Pz9, nécessite le maintien de la surveillance des eaux souterraines sur le site ;

Considérant qu'à tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Objet du présent arrêté

La société MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN, dont le siège social est situé 23 place des Carmes DECHAUX - 63000 CLERMONT-FERRAND, est tenue de poursuivre, sur et autour du site industriel que sa filiale, la société PNEUMATIQUES KLEBER, a exploité dans la Zone Industrielle de la Croix de Metz à TOUL, un suivi de la qualité des eaux souterraines au droit des puits de contrôle localisés sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 2 : Plan de surveillance des eaux souterraines

2-1 : Réseau de surveillance

A compter de la date de notification du présent arrêté, la surveillance des eaux souterraines est exercée a minima au droit des ouvrages piézométriques suivants, tels que localisés sur le plan annexé au présent arrêté :

- PzB1, de façon à avoir une référence amont et pour vérifier l'absence d'impact provenant de l'amont,
- PzB4 en aval du site où un impact en composés organiques halogénés volatils (COHV) a été relevé,
- Pz7 et Pz9 afin de suivre l'éventuelle extension de l'impact en COHV en aval du site.

2-2 : Fréquence de surveillance et paramètres suivis

Le contrôle de la qualité des eaux de la nappe est fait à **fréquence semestrielle**, en périodes de basses eaux et de hautes eaux.

Les substances polluantes à rechercher et à doser dans les eaux souterraines sont les suivantes :

Piézomètres	Paramètres recherchés		
	Hydrocarbures C ₅ -C ₁₀	Hydrocarbures C ₁₀ -C ₄₀	COHV
PzB1	X	X	X
PzB4	X	X	X
Pz7	X	X	X
Pz9	X	X	X

Article 3 : Transmission des résultats de la surveillance des eaux souterraines

Les résultats des surveillances semestrielles des eaux souterraines sont adressés par le responsable du site désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté, à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réalisation des prélèvements, accompagnés de courbes d'évolution de la qualité de ces eaux souterraines au droit de chacun des piézomètres visés à l'article 2 de ce même arrêté et de commentaires d'interprétation appropriés.

Article 4 : Bilan quadriennal

Le responsable du site désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté effectue un suivi régulier de la surveillance environnementale mise en place.

Sans préjudice des dispositions qui peuvent être mises en oeuvre en cas de constat d'anomalies, un bilan de cette surveillance est effectué tous les 4 ans avec l'appui d'un hydrogéologue indépendant afin d'adapter cette dernière le cas échéant aux évolutions constatées.

Ce bilan examine la pertinence des mesures de gestion mises en œuvre, ainsi que les modalités de la surveillance. En particulier, les données acquises sur ces 4 années et les années antérieures viennent s'insérer dans le schéma conceptuel préétabli pour entériner l'efficacité des mesures de gestion mises en place.

Ce document intègre un bilan des contrôles réalisés pour s'assurer de la pérennité des mesures de gestion mises en œuvre.

Il est adressé au préfet **au plus tard dans les six mois suivant l'échéance quadriennale**.

Articles d'information et d'exécution

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL XXXX DU XXXX

Plan d'implantation des piézomètres de surveillance des eaux souterraines, sur et autour du site de l'ancienne usine de la société PNEUMATIQUES KLEBER à TOUL

